

1/ blog-universitas.fr – Comptez-vous conserver ou remettre en cause la loi LRU sur l'autonomie des universités ? Quel bilan en faites-vous ? Le cas échéant, sur quels points l'aménageriez-vous ?

Jean-Michel Baylet – L'autonomie a été conçue de façon très administrative. Elle donne un grand pouvoir aux présidents d'université, qui peuvent désormais recruter des enseignants sans passer par la CNU. L'autonomie est une chose positive, mais des règles nationales doivent continuer à exister sinon on aurait vraiment des universités à deux vitesses et à terme des diplômés qui ne seraient plus reconnus au niveau national.

2/ blog-universitas.fr – Faut-il poursuivre, et sous quelles formes, les regroupements universitaires au sein des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur ?

Jean-Michel Baylet – Il faut donner du temps au temps. Pour le moment, les regroupements sont essentiellement administratifs. Le risque va se poser pour la répartition des crédits de recherche entre les sciences « dures » et les autres. La question de la taille critique n'est pas sans importance, mais il ne faut pas que cette question masque la difficulté à faire vivre ensemble des entités fondamentalement différentes.

3/ blog-universitas.fr – Quels moyens financiers supplémentaires mobiliseriez-vous pour l'université ? Comment les financeriez-vous et comptez-vous poursuivre la politique d'emprunt en faveur de l'enseignement supérieur (les « investissements d'avenir ») ?

Jean-Michel Baylet – Ne nous voilons pas la face. De plus en plus, il faudra faire appel aux crédits régionaux, pour les investissements, et sans doute pour financer un certain nombre de formations, notamment des formations professionnelles courtes, puisque les régions financent déjà la formation professionnelle des lycées.

Ma principale proposition est de redéployer le crédit d'impôt recherche vers les PME et les universités, afin de lui redonner son rôle initial. Actuellement, ce dispositif sert aux grandes entreprises et même aux banques à lancer de nouveaux placements d'assurance-vie. L'impact sur la recherche est devenu négligeable et pourtant les sommes en jeu (5 milliards d'euros par an) sont considérables. En ramenant le crédit d'impôt recherche à 2,5 milliards d'euros, on dégagerait environ 2 milliards annuels en faveur de pôles mondiaux d'excellence.

4/ blog-universitas.fr – Comptez-vous remettre en question la réforme de la formation des enseignants du secondaire ?

Jean-Michel Baylet – Il n'y a plus de formation des enseignants du secondaire, ni initiale, ni continue. On laisse des jeunes se débattre avec des classes souvent difficiles alors qu'ils n'ont jamais enseigné et avec des horaires complets !!! Par ailleurs, la formation continue des enseignants est également sacrifiée. Même pour mettre en place de nouveaux programmes, elle n'existe plus. Cette question est pour les radicaux primordiale.

5/ blog-universitas.fr – Estimez-vous nécessaire, comme le Front de gauche, de mettre un terme aux activités de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) ?

Jean-Michel Baylet – Non. Il faut améliorer les modes d'évaluation mais non supprimer cette évaluation. Le système éducatif coûte trop cher, les enjeux sociaux de l'éducation sont suffisamment importants pour que cette évaluation se maintienne et s'améliore : on ne peut s'en tenir aux résultats de la recherche. Il faut tenir compte d'autres critères.

6/ blog-universitas.fr – Que pensez-vous de la proposition de Terra Nova de relever les frais d'inscription des étudiants pour financer l'université ? Quelles mesures également préconisées par Terra Nova (allocation d'autonomie de 500 euros par mois pour tous les étudiants, suppression des cours en amphi, réduction de moitié des places dans les grandes écoles, sélection des étudiants à l'entrée en master...) reprendriez-vous à votre compte ?

Jean-Michel Baylet – Quand des étudiants étrangers arrivent – coréens, chinois – ils sont étonnés de la faiblesse des frais d'inscription. Pour eux, la quasi gratuité est synonyme de faiblesse de niveau. Nous sommes d'avis de relever les frais d'inscription, en tenant compte de la situation familiale et en donnant une allocation d'autonomie aux étudiants. Par ailleurs, l'orientation est à

revoir en profondeur. Trop de bons élèves sont orientés vers des formations courtes (BTS, IUT, classes prépa), le « reste » allant à la fac. Il faudrait inverser le processus, donner aux élèves de première et terminale des indications leur permettant de bien connaître les filières, et aussi mettre en place des passerelles entre les différentes formations post bac, qui n'existent quasiment pas.

7/ blog-universitas.fr – Comment comptez-vous développer le logement étudiant ? Quels moyens supplémentaires mettriez-vous en œuvre ?

Jean-Michel Baylet – Là aussi, les régions ont un rôle à jouer. Le manque de logements est cruel dans notre pays, que ce soit les logements d'urgence pour gens en grande difficulté, les logements relais pour les femmes victimes de violence, les étudiants. C'est un chantier d'importance qui est en plus générateur d'emplois.

blog-universitas.fr – ET POUR FINIR, si vous êtes élu(e) en 2012 président(e) de la République, quelle serait votre première décision concernant l'enseignement supérieur ?

Jean-Michel Baylet – J'en citerai deux : élaborer des contrats Etat-Régions pour les universités, développer les formations qualifiantes bac+3. ■